



Paris, 23 mars 2015

orange

# Grève et manifestations le 9 avril !

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires (Sud) ont décidé d'appeler l'ensemble des salarié-es, du public et du privé, à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestations avec les retraité-es, les chômeurs-ses le 9 avril 2015.

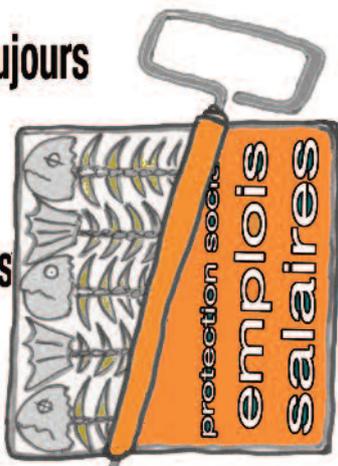
Le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat, aggravent la situation sociale.

## Une autre voix que celle des patrons.

Combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois en changeant de politique économique, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires du public et du privé, les retraites, les pensions et les minimas sociaux, constituent des priorités sociales, de surcroît en période de crise.

## Les salarié-es d'Orange sont concerné-es !

C'est toujours  
maigre  
pour les  
salarié-es



## Il faut entendre celles et ceux qui produisent les richesses d'Orange !

25000 départs sont annoncés d'ici 2020. Seulement 3800 recrutements sont programmés en 2015 et 2016  
Il suffirait pourtant de réduire le dividende de 0,05 € pour recruter 4000 salarié-es de plus.

La négociation annuelle obligatoire pour les salaires se tient ce mois de mars sans que la direction n'entende nos revendications.

**Une réduction supplémentaire de 0,05 € du dividende autoriserait une augmentation de 100€ brute/mois pour les 100 000 salarié-es.**

(au verso l'appel CGT,FO et Sud pour Orange)

# CGT, FO et Sud

## appellent tou-tes les salarié-es d' Orange grève et manifestations le 9 avril

À Orange, les salarié-es, qui font la richesse de l'entreprise, subissent la « modération salariale ». La Direction qui met en œuvre cette forme interne d'austérité préserve, malgré la baisse du chiffre d'affaires, les dividendes des actionnaires. Les personnels payent ainsi deux fois car ils subissent aussi la réduction des coûts, principalement par la baisse des effectifs, pour préserver les marges.

Alors que 30 000 départs sont annoncés d'ici 2020, la direction ne s'est engagée qu'à 5200 recrutements sur les années 2014, 2015 et 2016. Cette politique « socialement irresponsable » est également confirmée par seulement 250 recrutements d'alternant-es en 2013 et 350 en 2014 alors que le groupe s'était engagé à en embaucher 500 en CDI chaque année sur les quelques 3000 en fin de formation - auquel s'ajoutent les 400 alternant-es du haut débit pour 2015. Les femmes ne sont pas plus épargnées car elles ne comptent que pour 24% des recrutées en 2014 alors que le respect des accords signés aurait voulu qu'elles le soient en proportion du taux de féminisation de 37% dans l'UES. De la même manière, la direction ne respecte pas ses engagements d'embauche de travailleurs en situation de handicap.

Les conditions de travail sont très dégradées par la fuite des effectifs, alors que les gains de productivité devraient être multipliés par la mise en œuvre d'une digitalisation dont orange voudrait être le champion. Tous les métiers devraient être concernés par la numérisation croissante des activités.

Le gouvernement a cédé aux pressions patronales qui aggravent encore la situation des salarié-es, des retraité-es et des chômeurs-ses. L'état, premier actionnaire d'orange, ne devrait pas se satisfaire d'engranger ses copieux dividendes. Il doit intervenir pour une politique sociale plus favorable aux salarié-es

**Les fédérations syndicales CGT, FO et Sud sont convaincues que le 9 avril exprimera la volonté d'en finir avec l'austérité seulement promise à celles et ceux dont le travail fait la richesse de notre entreprise. Nous appelons tou-tes les salarié-es du groupe à participer massivement à la grève et aux manifestations du 9 avril pour que nos revendications en matière de salaires, d'emplois et de protection sociale soient entendues et satisfaites.**

**«2020, pas sans nous»**

**salaires, reconnaissance des qualifications, emplois, conditions de travail...  
les salarié-es doivent s'exprimer, un questionnaire est en ligne**

**<http://2020passansnous.sudptt.org>**